

MARCHES PUBLICS DE TRAVAUX N° 20261FUS

REGLEMENT DE CONSULTATION (RC)

(Commun à tous les lots)

Maître d'ouvrage : ECOLE NATIONALE SUPERIEURE DE CHIMIE DE RENNES

**11 allée de Beaulieu
CS50837
35708 RENNES CEDEX 7**

Objet de la consultation :

**Réhabilitation et restructuration du niveau 1 du bâtiment F
Travaux de création des nouveaux espaces de travail de l'Ecole Nationale
Supérieure de Chimie de Rennes
Projet FUSION**

Date et heures limites de remise des offres le 13 mars 2026 à 12 heures

VISITE OBLIGATOIRE (Attestation à remettre au dossier offre)

**La procédure de consultation utilisée est la suivante : Procédure adaptée en
application de l'article L.2123-1 du Code de la commande publique**

Pouvoir adjudicateur, exerçant la maîtrise d'ouvrage

ENSCR – Ecole Nationale Supérieure de Chimie de Rennes

Représentée par son Responsable du Patrimoine, M. Allaire Dominique

11 Allée de Beaulieu

CS 50837

35708 Rennes Cedex

Mail : dominique.allaire@ensc-rennes.fr

L'essentiel de la Procédure :

Objet	Réhabilitation et restructuration du niveau 1 du bâtiment F de l'ENSCR
Mode de passation	Procédure adaptée ouverte
Type de contrat	Marché public
Nombre de lots	6
Délai de validité des offres	120 jours
Forme du groupement	Aucune forme de groupement n'est imposée
Répartition	Marché à tranches comprenant 1 tranche ferme et 1 tranche optionnelle
Variantes	Sans
PSE	Lots 1, 2 et 4
Durée du marché	12 mois à compter de la date de notification
Visite sur site	Obligatoire pour remettre une offre
Prix	Révisable selon BT présentés au CCAP

Dans la suite du présent document le pouvoir adjudicateur est désigné "Maître de l'ouvrage".

ARTICLE 1. OBJET DE LA CONSULTATION

La présente consultation concerne l'exécution des travaux relatifs à la réhabilitation-restructuration du niveau 1 du bâtiment F de l'ENSCR pour la création de nouveaux espaces de travail.

Il s'agit de travaux qui prévoient :

En tranche ferme : la réhabilitation-restructuration complète du niveau 1 du bâtiment F pour l'aménagement de nouveaux espaces de travail qui comprendra

- Différents travaux et modification de gros-œuvre
- Différents travaux de doublage, cloisons, plafonds et menuiseries intérieures
- Différents travaux de peintures, mise en place de sols souples et carrelages
- Différents travaux de chauffage, ventilation et plomberie

En tranche optionnelle :

- L'aménagement et la fourniture de différentes installations Audio et vidéo dans la salle du conseil d'administration.

Le chantier est soumis à l'impératif de livraison aux utilisateurs fixé au 11 décembre 2026.

Les prestations relèvent de la catégorie 2 au sens de l'article R4532-1 du code du travail.

Les travaux seront réalisés en site occupé à l'exception du niveau 1 du bâtiment F et ne devront pas entraver la continuité d'activité de l'école. Pour cela, les entreprises mettront en œuvre les consignes visées au CCTP Travaux dispositions communes.

L'ENSCR est classée ERP de catégorie 3. Sa surface de plancher de 13 527 m² et se développe sur neuf bâtiments. Le présent projet est prévu **dans le bâtiment F au niveau 1.**

Le lieu d'exécution des prestations est le suivant :

Ecole Nationale Supérieure de Chimie de Rennes
11 Allée de Beaulieu
35708 Rennes Cedex

Si le marché est passé avec un groupement conjoint, le mandataire du groupement est solidaire, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du maître d'ouvrage.

Conformément aux articles L2111-1 et L2112-2 du Code de la Commande Publique, l'ENSCR, maître d'ouvrage, a mis en place un dispositif visant à favoriser le retour vers l'emploi de publics en difficultés sociales et/ou professionnelles.

Intervenants sur l'opération :

La maîtrise d'ouvrage est assurée par :

ENSCR – Ecole Nationale Supérieure de Chimie de Rennes
Représentée par son Responsable du Patrimoine, M. Allaire Dominique
11 Allée de Beaulieu
CS 50837
35708 Rennes Cedex

La maîtrise d'œuvre est assurée par :

Mandataire du groupement :

Sarl hg-architecte 54 boulevard Villebois Mareuil 35000 Rennes – contact@hg-architecte.fr
Représenté par Herve Goubin Architecte

Co-traitants :

BECB Bureau d'études tous corps d'état (économie, fluides, thermique, énergies, SSI et OPC)
8 rue de la Rigourdière Immeuble Appollo 35510 Cesson-Sévigné – accueil@becb-ingenierie.fr
Représenté par Benoit Jugan Directeur

Ouest- acoustique (acoustique) 6 B rue du Bas Village 35510 Cesson-Sévigné –
rennes@ouest-acoustique.fr
Représenté par Guillaume Mignot Directeur

Le contrôle technique (CT) est assuré par :

BTP CONSULTANTS
Agence Rennes
ZAC de la Conterie 2, 10 rue Léo Lagrange, Bât A - 2ème étage
35131 CHARTRES DE BRETAGNE
Chargé du contrôle technique : Philippe MILIN - courriel : philippe.milin@btp-consultants.fr

La coordination SPS est assurée par : BTP CONSULTANTS en la personne de M. Aurélien NICOLAS mail : aurelien.nicolas@btp-consultants.fr et les travaux se placeront sous PGC.
Les travaux se réaliseront également sous plan de prévention établi en lien avec le responsable de l'établissement ou son représentant pour établir les mesures particulières.

Nota sur la propreté en site occupé : une attention particulière sera portée pour tenir propre le chantier et ne pas entraîner de salissures en raison de la présence du public et du personnel et ne pas perturber plus que de mesures, leurs activités.

La coordination SSI (coorSSI) est assurée par la maîtrise d'œuvre.

ARTICLE 2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2-1. Définition de la procédure

Le mode de passation de la consultation est le suivant :

La présente consultation est lancée selon la procédure adaptée définie à l'article L2123-1 et aux articles R.2123-1 à R.2123-7 du Code de la commande publique.

Cette consultation ne permet pas l'utilisation du mode de réponse simplifié dit « marché public simplifié » (MPS).

Conformément aux dispositions des articles L.2172-1, L.2432-1 et L.2432-2, et R.2172-1 à R.2172-6, R.2431-19 et R.2432-1 à R.2432-6 du CCP, le présent marché est un marché de travaux.

2-2. Décomposition en tranches et en lots

En application des articles 2113-4 à R.2113-6 du CCP, le marché est décomposé en 2 tranches à savoir une tranche ferme et une tranche optionnelle.

Tranches	Intitulé
Tranche Ferme (TF)	Réhabilitation-restructuration complète du niveau 1 du bâtiment F pour l'aménagement de nouveaux espaces de travail
Tranche optionnelle (TO)	L'aménagement et la fourniture de différentes installations audio et vidéo dans la salle du conseil d'administration

La tranche Ferme comprend les lots 01,02 ,03,04 et 05 tels que décrit dans le CCTP Travaux.

La tranche optionnelle comprend l'ensemble du lot 06 Audio et Vidéo tel que décrit dans le CCTP Travaux.

Le lot n°6 Audio et Vidéo constitue une option au marché de travaux pour la réalisation du projet. A ce stade, son exécution complète est incertaine pour des motifs financiers en raison d'un financement non encore assuré par le maître d'ouvrage. C'est pourquoi, le maître d'ouvrage n'est engagé que sur la tranche ferme.

L'exécution de la tranche optionnelle sera subordonnée à la décision du Maître d'ouvrage.
Les modalités d'affermissement de cette tranche optionnelle sont définies au CCAP Travaux.

Ainsi le maître d'ouvrage se réserve la possibilité d'affermir ou de renoncer à l'affermissement de cette tranche optionnelle, sans indemnité (retard ou débit) pour le prestataire.

L'affermissement de la tranche optionnelle interviendra dans un délai maximum de 4 mois à compter du démarrage des travaux de la tranche ferme.

L'opération de travaux est allotie, les prestations portent sur 6 lots désignés ci-après qui sont traités par marchés à lots séparés :

Désignation des lots	
Lot 01	Modification et gros œuvre
Lot 02	Doublage, cloisons, plafonds, menuiseries intérieures
Lot 03	Peintures, sols souples et carrelage
Lot 04	Electricité
Lot 05	Chauffage, ventilation et plomberie
Lot 06	Audio et vidéo

Le marché comprend une prestation supplémentaire éventuelle (PSE) qui concerne les lots 1, 2 et 4. Le chiffrage de ces PSE est obligatoires pour les lots 1,2 et 4 en complément de la mission de base décrite au CCTP. L'absence de ces prestations dans l'offre du candidat, pour les lots concernés, rendra son offre irrégulière et imposera son rejet par le Maitre d'ouvrage.

2-3. Forme juridique de l'attributaire

Chaque marché passé par lots séparés sera conclu :

- **Soit avec une entreprise unique ;**
- **Soit avec des entreprises groupées conjointes avec mandataire solidaire**

Le mandataire du groupement conjoint sera solidaire, pour l'exécution du marché de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du Maitre d'ouvrage.

Conformément aux articles L.2141-13, L.2141-14 du CCP, lorsque le motif d'exclusion de la procédure de passation concerne un membre d'un groupement d'opérateurs économiques, l'acheteur exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion dans un délai de dix jours à compter de la réception de cette demande par le mandataire du groupement, sous peine d'exclusion du groupement de la procédure.

Lorsqu'un groupement se trouve dans un des cas visés à l'article R.2142-26 du CCP, le pouvoir adjudicateur peut l'autoriser à continuer la procédure. Dans ce cas, le groupement propose dans les dix jours à l'acceptation du pouvoir adjudicateur un ou plusieurs nouveaux membres du groupement ou sous-traitants.

2-4. Compléments à apporter au cahier des clauses techniques particulières

Les candidats n'ont pas à apporter de complément au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

2-5. Variante

Aucune variante n'est autorisée.

2-6 Prestations supplémentaires éventuelles

Outre l'obligation de répondre à la solution de base, certains candidats ont l'obligation de faire une proposition pour une prestation supplémentaire éventuelle (PSE) définie par le CCTP.

Les PSE et les lots qu'elles concernent sont les suivantes :

Code	Lot concerné	Libellé
PSE 1	Lot 1 : Modification et gros œuvre	Reprises en sous oeuvre sous Poteau et mur
PSE 2	LOT 2 : Doublage, cloisons, plafond, menuiseries intérieures	Remplacement des stores extérieurs.
PSE 2	LOT 4 : Electricité	Remplacement des stores extérieurs.

L'absence de chiffrage de ces prestations dans l'offre du candidat, pour les lots concernés, rendra son offre irrégulière et imposera son rejet par le Maître d'ouvrage.

2-7. Cadre de la négociation

Les candidats sont invités à remettre d'emblée leur meilleure proposition.

Toutefois, compte-tenu des offres reçues et de leur analyse détaillée par le pouvoir adjudicateur, l'acheteur public peut décider d'engager des négociations avec les candidats sur tous les éléments de leurs offres (aspects techniques et ou économiques). Le cadre de la négociation pourra porter sur le prix, mais également sur tous les points techniques à éclaircir dans chacune des offres.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales, sans négociation.

2-8. Délai d'exécution des travaux

Le délai d'exécution des travaux est fixé dans l'acte d'engagement.

Le chantier est soumis à l'impératif de livraison aux utilisateurs **fixé au 11 décembre 2026.**

2-9. Modifications de détail au dossier de consultation

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Celles-ci doivent être communiquées au plus tard 8 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

2-10. Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de 120 jours, il court à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

2-11. Dispositions relatives aux prestations intéressant la Défense

Sans objet.

2-12. Garantie particulière pour matériaux de type nouveau

Sans objet.

2-13. Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs sur le chantier (SPS)

Se référer au CCAP Article 8-4-3.

2-14. Mesures particulières concernant la propreté en site urbain

Aucune stipulation particulière.

2-15. Appréciation des équivalences dans les normes et les labels

La norme française transposant la norme européenne constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits.

Lorsqu'une spécification technique est définie par référence à une norme ou à un label, le soumissionnaire prouve dans son offre, par tout moyen approprié, que les solutions qu'il propose respectent de manière équivalente cette spécification.

Lorsqu'une spécification technique est définie en termes de performances ou d'exigences fonctionnelles, le soumissionnaire prouve, par tout moyen approprié, que son offre est conforme à des normes ou documents équivalents qui eux-mêmes correspondent aux performances ou exigences fonctionnelles exigées.

2-16. Clauses environnementales

S'agissant de la clause environnementale, le marché comprend des exigences environnementales comme spécifications techniques et comme critères d'attribution.

ARTICLE 3. DEROULEMENT DE LA CONSULTATION

3-1. Documents fournis aux candidats

Le DCE est téléchargeable sur la plateforme des achats de l'Etat [PLACE] accessible à l'adresse INTERNET suivante (URL) : <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Le DCE comprend :

- Le règlement de consultation et ses annexes éventuelles,
- L'Acte d'Engagement (AE) ;
- Le cadre de Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
- Les pièces graphiques ;
- Rapport initial du bureau de contrôle technique

- Plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGCSPS)
- Trame note méthodologique pour l'exécution du chantier à respecter par l'entreprise qui deviendra une des pièces contractuelles
- Le calendrier détaillé d'exécution
- Etude acoustique N°25-06-014 du BET Ouest Acoustique
- Maquette 3D IFC lots architecturaux

Chaque candidat doit présenter un dossier conforme au Dossier de Consultation des Entreprises et dans les conditions inscrites au CCAP et au CCTP.

3-1.2. Contenu du dossier « candidature » :

Le dossier à remettre par chaque candidat **concernant le lot** pour lequel il remet une offre comprendra les pièces suivantes :

Chaque candidat ou chaque membre de l'équipe candidate devra produire les pièces suivantes :

- **lettre de candidature (DC1)*** comportant l'ensemble des indications permettant d'identifier le candidat ou l'ensemble des membres du groupement en cas de réponse en groupement.

La lettre de candidature n'a pas à être signée par le représentant du candidat, et le cas échéant par chacun des membres du groupement. Cependant, dans le cas d'un groupement, le mandataire devra fournir, si le groupement est désigné attributaire, un document d'habilitation signé par les autres membres du groupement et précisant les conditions de cette habilitation.

L'attention des candidats est attirée sur le fait qu'ils doivent informer sans délai l'acheteur de tout changement de situation, au cours de la procédure de passation ainsi d'ailleurs qu'au cours de l'exécution du marché, qui les placeraient dans un des cas d'interdiction de soumissionner ayant pour effet de les exclure d'un marché public.

- **Une déclaration sur l'honneur** attestant qu'il ne fait pas l'objet d'une des interdictions de soumissionner telles que définies aux articles L.2141-1 à L.2141-5 et L.2141-7 à L.2141-11 du code de la commande publique et qu'il est en règle au regard des articles L 5212-1 à L 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés. La remise d'un DC1 ou d'un DUME vaudra remise d'une déclaration sur l'honneur.

Comme la lettre de candidature, la déclaration sur l'honneur n'a pas à être signée par le candidat ou par chacun des membres d'un groupement le cas échéant. Elle sera signée au stade de l'attribution par le seul attributaire (candidat seul ou ensemble des cotraitants en cas de groupement).

L'attention des candidats est attirée sur le fait qu'ils doivent informer sans délai l'acheteur de tout changement de situation, au cours de la procédure de passation ainsi d'ailleurs qu'au cours de l'exécution du marché, qui les placeraient dans un des cas d'interdiction de soumissionner ayant pour effet de les exclure d'un marché public.

- **pouvoir de la personne habilitée à signer au nom de l'opérateur économique** (délégations de signatures et extrait K-Bis datant de moins de 3 mois) ;
- **déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement (DC2)*** dans sa version mise à jour, accompagnée des documents et renseignements suivants ;
 - **Des renseignements concernant les capacités économiques et financière de l'équipe candidate tels que prévus aux articles R. 2142-6 et suivants du code de la commande publique :**
 - **Déclaration concernant le chiffre d'affaires global** du candidat portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles ;

- **Déclarations appropriées de banques** ou, le cas échéant, **preuve d'une assurance des risques professionnels** pertinents ;

Le candidat pourra prouver sa capacité financière par tout autre document considéré comme équivalent par le pouvoir adjudicateur s'il est objectivement dans l'impossibilité de produire l'un des renseignements demandés relatifs à sa capacité financière.

- **Des renseignements concernant les capacités techniques et professionnelles de l'équipe candidate tels que prévus aux articles R. 2142-13 et suivants du code de la commande publique :**
 - **Liste des travaux exécutés au cours des trois dernières années**, assortie d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants. En outre, des éléments de preuve relatifs à des travaux exécutés il y a plus de cinq ans seront pris en compte. Ces attestations indiquent le montant, la date et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin
 - **Présentation de 5 références similaires en site occupé**
 - **Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels** du candidat pour chacune des trois dernières années
 - **Déclaration de conformité de l'outillage, du matériel et de l'équipement technique**, dont le candidat disposera pour la réalisation du marché, à l'objet du présent marché
 - **Attestations professionnelles de qualifications ou certifications** de la société pour les domaines techniques du lot pour lequel elle dépose une offre

Si, pour justifier de ses capacités, le candidat souhaite faire valoir les capacités professionnelles, techniques et financières d'un autre intervenant quel qu'il soit (sous-traitant notamment), il devra produire les pièces relatives à cet intervenant visées ci-dessus. Il devra également justifier qu'il disposera des capacités de cet intervenant pour l'exécution du marché.

N.B. : Avant de procéder à l'examen des candidatures, si le Pouvoir adjudicateur constate que les pièces visées ci-dessus sont manquantes ou incomplètes, il peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 10 jours.

* Tous les documents notés DC1, DC2, cités dans le présent règlement de consultation peuvent être obtenus gratuitement sur le site du Ministère de l'économie et des finances : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

DUME

Le Pouvoir adjudicateur accepte que le candidat présente sa candidature sous la forme d'un document unique de marché européen (DUME) en lieu et place du DC1 et DC2, documents mentionnés à l'article R2143-4 du Code de la Commande Publique. Les candidats ne peuvent toutefois pas se limiter à indiquer dans le DUME qu'ils disposent de l'aptitude et des capacités requises sans fournir d'informations particulières sur celles-ci.

Le Pouvoir adjudicateur ne met pas à disposition des candidats de DUME Acheteur. Cela signifie que les candidats doivent renseigner la première partie du DUME concernant les informations relatives à la procédure. Les opérateurs économiques peuvent réutiliser le document unique de marché européen qui a déjà été utilisé dans une procédure antérieure, à condition de confirmer que les informations qui y figurent sont toujours valables.

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique, que ceux qui lui sont exigés par le Pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

3-1.3. Contenu du dossier « offre » :

Le dossier à remettre par les candidats comprendra les pièces suivantes :

- **L'acte d'engagement** selon le cadre joint à compléter, dater et signer par le(s) représentant(s) habilité(s) de l'entreprise. **Le candidat établit un acte d'engagement pour chaque lot auquel il soumissionne.**

Dans le cas d'un groupement conjoint, le candidat joindra l'annexe relative à la répartition et la valorisation des prestations entre les cotraitants ;

En cas de recours à la sous-traitance, conformément à l'article 5 de la loi du 31 décembre 1975 modifiée, le candidat doit compléter cet acte d'engagement en **l'accompagnant de formulaires DC4** complétés à raison d'un par sous-traitant. Ce formulaire est téléchargeable sur le site www.economie.gouv.fr. Pour chacun des sous-traitants, le candidat devra également joindre les renseignements exigés par l'article R2193-1 du CCP.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer au bénéfice de l'avance prévue à l'article 5-2 du CCAP, ils doivent le préciser à l'article B4 de l'acte d'engagement.

- **La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) :**

Selon le cadre joint aux pièces de la consultation à compléter sans modification.

La DPGF devra intégrer l'ensemble des coûts nécessaires à la réalisation des travaux visés dans le CCTP

Le DPGF sera joint en format excel et pdf obligatoirement. Le candidat est également libre d'y ajouter son propre devis détaillé. **Le candidat est dans l'obligation de renseigner l'ensemble des postes figurants au bordereau DPGF et d'en respecter la présentation.**

- **Mémoire technique**

Il comprendra une note méthodologique pour l'exécution du chantier avec les justificatifs techniques et explicatifs de l'entreprise ainsi que le cadre de mémoire technique complété **(selon trame jointe)** détaillant pour l'ensemble des lots :

- Les moyens mis en œuvre (humains et techniques) **pour exécuter le marché** dont la composition de l'équipe avec CV et/ou document fournissant une description détaillée des compétences et expériences du personnel envisagé par le candidat. Ce détail comprendra les moyens humains affectés pour **les études et les travaux**
- Les Moyens matériels affectés pour la réalisation du chantier (engin de levage, outillage, matériel ergonomique pour la limitation des TMS, sécurité du personnel, nuisances sonores etc)
- Justificatif des dispositions que le candidat se propose d'adopter pour l'exécution des travaux en **termes de méthodologie d'intervention en site occupé** pour l'organisation des travaux, maintenir l'activité et **minimiser les nuisances** (bruit, poussières, olfactifs etc), adaptation des horaires. **La méthodologie devra faire apparaître une analyse des contraintes et des difficultés propres au chantier.**
- Un projet de planning d'exécution (études et travaux) ;
- La procédure qualité proposée pour mener à bien les travaux.

- Une note indiquant les principales mesures proposées pour la bonne tenue, le bon aspect, la propreté et la sécurité du chantier,
- Une proposition construite sur l'ensemble de la ou des solution(s) technique(s) proposée(s) y compris sur le SAV et le maintien en conditions opérationnelles dans le temps (Garantie constructeur en termes de disponibilités des pièces, engagement du constructeur sur la pérennité de la solution) pour les lots 4 et 5 et 6, les références des fournisseurs
- Une note détaillée indiquant les principales mesures prévues pour assurer la sécurité et l'hygiène sur le chantier.
- **Une notice environnementale des mesures proposées.** Cette notice comprendra :
 - Les méthodes qui seront employées pour ne pas mélanger les différents déchets ;
 - Les centres de stockage et/ou centres de regroupement et/ou unités de recyclage vers lesquels seront acheminés les différents déchets ;
 - Les moyens de contrôle, de suivi et de traçabilité qui seront mis en œuvre pendant les travaux.

Devront être développées les mesures qu'il compte prendre afin que les prestations du présent marché soient mises en œuvre dans des conditions devant permettre de contrôler et de réduire leurs impacts environnementaux (GES, préservation biodiversité, économies d'énergie, gestion-traçabilité et réduction des déchets notamment). Le candidat devra fournir dans son mémoire technique la description de la démarche interne de l'entreprise en matière de prise en compte de l'environnement et de recherche d'une meilleure efficacité énergétique. Il devra également être présenté les actions mis en place par l'entreprise vis-à-vis du plan de déplacement de son personnel pour venir sur le chantier (modes doux, verdissement de la flotte de véhicules, co-voiturage etc).

 - Chantier à faibles nuisances : l'entreprise développera dans son mémoire technique la méthodologie mise en œuvre pour limiter les nuisances sonores et olfactives, préservation de la ressources eau liées au chantier.

- **Le certificat de visite du site (rappel : la visite du site est obligatoire)**

La production des documents et informations listées ci-dessus conditionne la validité de l'offre.

ARTICLE 4. SELECTION DES CANDIDATURES - EXAMEN DES OFFRES ET NEGOCIATION

Le pouvoir adjudicateur commencera par analyser les candidatures avant d'examiner les offres.

4-1. Sélection des candidatures

Seuls seront ouverts les plis qui ont été reçus au plus tard à la date et l'heure limites de remise des offres.

Au vu des seuls renseignements relatifs aux candidatures, celles qui ne peuvent être admises en application des dispositions R2144-1 à R2144-7 sont éliminées par le Pouvoir adjudicateur.

En cas de candidatures incomplètes, le pouvoir adjudicateur demandera aux candidats concernés de compléter celles-ci.

Le pouvoir adjudicateur vérifiera que les candidats disposent de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles nécessaire à l'exécution du marché. L'aptitude à mener les travaux sera également analysée aux regards des références similaires en site occupés, attestations de

réalisations et certificats de capacité.

4-2. Jugement et classement des offres

Les offres inappropriées, inacceptables et irrégulières sont définies aux articles L2152-2 à L2152-4 et les offres anormalement basses à ses articles : 2152-5 et 2152-6.

Après examen, les offres inappropriées seront éliminées conformément à l'article R 2152-1 du CCP.

A la suite de cet examen le Représentant du Pouvoir Adjudicateur pourra engager des négociations.

Toutefois, il se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociation.

Après examen, les offres inacceptables et irrégulières seront éliminées ou régularisées conformément aux articles R.2152-1 à R.2152-2 du CCP. A la suite de cet examen, le RPA se réserve le droit d'engager des négociations.

Le Pouvoir adjudicateur examinera l'offre de base des candidats pour établir un classement unique.

En présence de prestations supplémentaires éventuelles (PSE), l'analyse se fera selon les modalités suivantes :

Après classement des offres de **chaque lot**, conformément aux critères pondérés définis ci-après, l'offre économiquement la plus avantageuse est choisie par le Pouvoir adjudicateur.

Les critères d'attribution des marchés seront pondérés comme suit pour l'ensemble des lots :

- 1. Valeur technique (70 points)**
- 2. Prix (30 points)**

Critères de notation PRIX	30 POINTS	Notation
Le prix des prestations selon la formule suivante : 50% de la note est établi par rapport à l'écart entre l'estimation du MOE (en plus ou en moins) et l'offre du candidat et 50% de la note est établi par rapport au moins disant.		
Critères de notation TECHNIQUE	70 POINTS	Notation
Sous critère N°1 (40 points) : METHODOLOGIE, ORGANISATION DES TRAVAUX :		
<ul style="list-style-type: none">Moyens humains affectés en études et chantierMéthodologie d'exécution envisagée pour les études et le chantier pour l'atteinte des objectifs du programme		/15
<ul style="list-style-type: none">Moyens matériels affecté au chantier		/05
<ul style="list-style-type: none">Planning des ouvrages à réaliser études et chantier pour assurer une livraison en Déc 2026		/20

Sous critère N°2 (30 points) : MESURES PRISES EN FAVEUR DU RESPECT DANS LA REALISATION DE TRAVAUX EN SITE OCCUPE ET QUALITE ENVIRONNEMENTALE & SOCIALE	
<ul style="list-style-type: none"> • Méthodologie d'exécution envisagée pour le chantier avec description de l'exécution des travaux correspondant au chantier en site occupé avec minimisation des nuisances. Moyens mis en œuvre pour limiter les nuisances (sonores, visuelles et volatiles) correspondant au chantier 	/15
<ul style="list-style-type: none"> • Qualité environnementale & sociales : Respect des contraintes environnementales (matériaux, plan de gestion des déchets / plan de déplacement du personnel ouvrier pour venir sur le chantier...), respect de la clause sociale et modalités de mise en œuvre 	/15
TOTAL	100

Pour chacun de ces sous-critères, la note sur 5, 10, 15 et 20 points sera établie de la manière suivante :

Note sur 5 points	Note sur 10 points	Note sur 15 points	Note sur 20 points	Appréciations
5	10	15	20	Offre parfaitement satisfaisante
4	7 à 8	10 à 12	13 à 16	Offre très satisfaisante
3	5 à 6	7 à 9	9 à 12	Offre courante (copier-coller, etc....)
2	3 à 4	4 à 6	5 à 8	Offre insuffisante
1	1 à 2	1 à 3	1 à 4	Offre très insuffisante
0	0	0	0	Absence d'information

IMPORTANT : En cas d'égalité de classement de plusieurs offres, le critère portant sur la valeur technique des prestations sera déterminant et privilégié pour le classement final.

A l'issue de l'éventuelle négociation, les offres inacceptables sont éliminées par le Pouvoir adjudicateur. Le représentant du Pouvoir adjudicateur autorise les soumissionnaires à régulariser les offres irrégulières après la remise des offres finales.

Le Pouvoir adjudicateur peut, en accord avec le candidat retenu, procéder à une mise au point des composantes du marché sans que ces modifications puissent remettre en cause les caractéristiques substantielles, notamment financières, du marché.

ARTICLE 5. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DE L'OFFRE

Conformément aux dispositions de l'article L.2132-2 du code de la commande publique, la personne publique impose la transmission des offres par voie électronique suivant les dispositions ci-après.

Les candidats sont informés que suivant l'objectif de dématérialisation et de simplification des procédures relatives à la Commande Publique, LA SIGNATURE ELECTRONIQUE EST FACULTATIVE ET N'EST PAS EXIGEE dans le cadre de la présente consultation par la personne publique.

Les offres (fichiers) seront déposées sur la Plate-forme des achats de l'État [PLACE] accessible à l'adresse INTERNET suivante (URL) : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Les candidats trouveront sur le site www.marches-publics.gouv.fr « un guide utilisateur entreprise » ainsi qu'un dossier d'auto-formation téléchargeables qui précisent les conditions d'utilisation de la place de marché interministérielle : <https://www.marches-publics.gouv.fr>, et notamment les prérequis techniques et certificats électroniques nécessaires au dépôt d'une offre dématérialisée.

Accompagnement et Assistance technique :

- Accompagnement et Assistance technique : Le service de support technique de PLACE est ouvert de 9h00 à 19h00 les jours ouvrés et répond aux candidats par système de ticket disponible sur la plateforme.

- Des consultations de tests sont disponibles dans l'onglet : « se préparer à répondre » ;

- Des guides d'utilisation et modules d'autoformation sont disponibles dans le menu Aide.

La transmission des offres par voie électronique doit pouvoir faire l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique avant la date limite indiquée au présent Règlement de Consultation.

Afin d'éviter des blocages liés aux logiciels, **le format PDF est souhaité.**

Le candidat est invité à :

- ne pas utiliser certains formats, notamment les ".exe",
- ne pas utiliser certains outils, notamment les "macros",

Les fichiers de type bordereaux des prix unitaires à renseigner par le candidat devront en revanche conserver le format Excel.

Les candidats s'assureront avant la constitution de leur pli que les fichiers transmis ne comportent pas de virus.

Tout fichier constitutif de la candidature ou de l'offre devra être traité préalablement par le candidat par un anti-virus. En effet, la réception de tout fichier contenant un virus entraîne l'irrecevabilité de la candidature ou de l'offre.

Suivant les dispositions de l'article R.2132-11 du code de la commande publique, les opérateurs économiques qui transmettent leur candidature et leur offre par voie électronique, peuvent adresser au pouvoir adjudicateur, sur support papier ou sur support physique électronique, une copie de sauvegarde de ces documents avec mention complémentaire « COPIE DE SAUVEGARDE », à l'adresse suivante :

E.N.S.C.R. – Direction générale des services
11 allée de Beaulieu CS 50837
35708 RENNES CEDEX 7

En indiquant sur le pli le numéro de dossier : **20261FUS et NE PAS OUVRIR Marché Public.**

Cette copie ne peut être prise en considération que si elle est parvenue au pouvoir adjudicateur dans le délai fixé sur la page de garde du présent Règlement de Consultation.

La notification du marché se fait par voie papier. Pour ce faire, les actes d'engagement originaux seront contresignés par l'attributaire avant notification.

ARTICLE 6. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour obtenir tous les renseignements d'ordre administratif et technique qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des offres, une demande écrite en utilisant les fonctionnalités de la plate-forme de dématérialisation (<http://www.marches-publics.gouv.fr>).

Une réponse sera alors adressée en temps utile par l'intermédiaire de cette plate-forme à tous les candidats ayant retiré ou reçu le dossier, au plus tard 5 jours avant la date limite de remise des offres.

ARTICLE 7. VISITE DES LOCAUX

La visite des locaux est obligatoire et se déroulera, en présence du Responsable du patrimoine de l'établissement et du maître d'œuvre, aux dates suivantes :

- Le 12 février à 14 heures
- Le 19 février à 14 heures

Chaque entreprise devra remettre avec son offre de prix un bon de visite. Celui-ci devra obligatoirement être daté et signé par le représentant du maître d'ouvrage.

Les candidats devront prendre RDV via la plateforme PLACE (<http://www.marches-publics.gouv.fr>).

Afin de s'assurer du bon déroulement des visites, il est demandé aux candidats de prendre rendez-vous au minimum trois jours ouvrés à l'avance.

Les visites commencent à l'heure inscrite sur le règlement de consultation.

Toutes les questions qui surviendraient lors de la visite devront être adressées par écrit via PLACE, sous 7 jours calendaires suivant la visite. Le maître d'ouvrage apportera pour chaque question une réponse écrite qui sera diffusée à tous les candidats.

ARTICLE 8. RECOURS ET LITIGES

Instance chargée des procédures de recours et service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours

Le droit français est seul applicable.

Le tribunal compétent est :

Le Tribunal Administratif de Rennes

3 Contour de la Motte CS 44416

35044 RENNES

Courriel : greffe.ta-rennes@juradm.fr

Téléphone : 02 23 21 28 28

par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr

Organe chargé des procédures de médiation :

Le comité consultatif de règlement amiable ou litiges relatifs aux marchés publics peut être saisi selon les modalités fixées par les articles R2197-1 et suivants du CCP relatifs aux comités consultatifs de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics.

Coordonnées du comité consultatif régional :

DIRECCTE DES PAYS DE LA LOIRE

Comité consultatif interrégional de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics

22, mail Pablo Picasso - BP 24209

44042 NANTES Cedex 1

Téléphone : 02 53 46 79 83

Courriel : Paysdl.ccira@direccte.gouv.fr

Précisions concernant les voies et délais d'introduction des recours :

- Référé précontractuel prévu aux articles L. 551-1 et suivants du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat.

- Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 et suivants du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA.
- Recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois à compter de la publication ou de la notification de la décision ou de l'acte attaqué (article R.421-1 du code de justice administrative) ;
- Référé suspension accompagnant un recours pour excès de pouvoir (article L. 521-1 du code de justice administrative) ;
- Recours de pleine juridiction en contestation de la validité du contrat par tout candidat évincé dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées (CE, 4 avril 2014, Département du Tarn et Garonne, n° 358994). Ce recours pourra, le cas échéant, être assorti d'une demande de référé-suspension (article L. 521-1 du Code de justice administrative).